

Un diagnostic alternatif de la crise : Pierre Larrouturrou

Ceux qui interprètent la crise parlent en général d'étranges et lointains mécanismes financiers ; d'ineffables intentions d'opérateurs obscurs qu'il faudrait rassurer. Ils placent ainsi les problèmes dans un terrain sur lequel nul d'entre nous n'a prise. L'analyse de Pierre Larrouturrou¹ a le mérite de placer les choses dans un terrain sur lequel on peut se battre.

Guillermo KOZLOWSKI

Les diagnostics majoritaires

On a tendance à penser que les différences politiques se jouent autour des solutions apportées. Or, au moment d'arriver aux solutions, en général, tout est déjà joué, parce que ce qui détermine les solutions est en grande partie le diagnostic qui a été fait du problème. En ce qui concerne la crise économique actuelle, on en construit plusieurs assez différents.

D'une part, il y a une analyse très simple qui affirme que le problème provient des dettes des États. Les États ne peuvent pas les payer, ou en tout cas ne parviennent pas à donner l'impression qu'ils n'y arriveront pas, quoi qu'il arrive. Alors, on peut établir un diagnostic simple : le problème est dans le « train de vie » de l'État. Les tenants de ce diagnostic nous parlent un peu à la manière d'un conseiller qui s'occupe d'un surendetté qui s'obstine à manger tous les midis dans un restaurant trois étoiles. C'est simple, c'est logique et on peut facilement trouver des images très parlantes pour le journal télévisé du soir. Il faut regarder la caméra en face, un gros plan, l'œil humide puis expliquer : madame, si vous n'avez pas assez d'argent pour finir le mois, vous n'allez pas emprunter pour acheter du caviar, eh bien, c'est cela le problème... Le déséquilibre vient du fait qu'on dépense trop.

Il existe un deuxième diagnostic encore plus répandu. Il dit quelque chose d'un peu plus complexe. Le « train de vie de l'État » n'est pas forcément excessif, le problème n'est pas là. Le problème est qu'on ne gagne pas assez pour avoir un train de vie correct, alors il faut gagner plus, il faut plus de croissance. Le diagnostic passe donc d'un « on dépense trop » à un « on produit trop peu ». Mais aussi que ce qu'on produit n'est pas assez attirant dans son rapport qualité/prix : c'est la question de la compétitivité. Ce diagnostic est très largement partagé, il fait presque l'unanimité. De fait, les politiques européennes sont dans leur ensemble des variations sur ce thème autour de deux pôles. D'un côté ceux qui pensent qu'il faut réduire le coût du travail pour que les produits soient moins chers. De l'autre, ceux qui pensent qu'il faut que les gens gagnent plus pour acheter plus de produits. Au milieu, toutes les variations sont possibles. Mais leur constat est le suivant : le déséquilibre vient du fait qu'on ne vend pas assez.

¹ Nous nous sommes référés notamment à son dernier ouvrage, « Pour éviter le krach ultime ». Il existe une version condensée de cet ouvrage: Pierre Larrouturrou, « C'est plus grave que ce qu'on vous dit... mais on peut s'en sortir », Nova éditions, 2012. On également consulter l'entièreté de la conférence qu'il a prononcée à l'Université populaire de Bruxelles le 23 novembre 2011 à l'adresse : <http://www.universitepopulaire.be/?p=924>.

Le diagnostic que fait Pierre Larrouturrou diffère. Ce qui confère un intérêt en soi puisque cela nous permet de regarder avec un peu de distance les deux précédents répétés en boucle et sur tous les tons.

La croissance n'est pas le problème

Premièrement un constat : la crise est profonde et ne naît pas d'un léger dérèglement de l'économie, mais d'un fonctionnement qui est une fuite en avant. « L'économie mondiale est comme une voiture qui roule encore, mais qui a besoin qu'on s'arrête tous les 300 mètres pour lui donner un litre d'huile »².

Deux indicateurs le conduisent à cette conclusion.

D'une part, la dette des États-Unis connaît une augmentation fulgurante depuis les années 1980 (voir tableau 1). Cette dette représente aujourd'hui 350 % du PIB. Pour compléter le tableau, il faudrait ajouter que le budget américain est très largement déficitaire, 44 %. Mais ce qui est plus inquiétant encore est la solution utilisée, à savoir imprimer de nouveaux billets³. Ainsi « pour le seul mois de janvier 2011, la Réserve fédérale a dû créer 120 milliards à partir de rien... entre 1913, date de sa création et 2007, la Réserve fédérale avait créé 600 milliards de dollars. On en est aujourd'hui à 2700, notait le figaro du 7 février 2011 »⁴.

D'autre part, la dette chinoise s'accroît, elle aussi, de manière différente, mais a un rythme vertigineux. « En Europe, nous avons inscrit dans le traité de Maastricht qu'il ne fallait pas que les déficits dépassent 3% du PIB, mais, si on totalise dette privée et dette publique, en 2009, en un an seulement, la Chine a injecté dans son économie des crédits correspondant à 44% du PIB. C'est du jamais vu. Dans aucun pays du monde ! »⁵. Étant donné la faiblesse de son marché interne (le pouvoir d'achat moyen d'un Chinois est relativement faible), l'État chinois maintient la croissance économique en distribuant très largement des crédits (voir tableau2).

Dans les deux cas, les politiques sont issues du même diagnostic: il y a, ou il y aura, un déficit de croissance. Donc, on emprunte pour relancer la croissance, en espérant que la croissance pourra rembourser les emprunts. Seulement, la croissance n'arrive pas à rembourser les emprunts, au contraire, elle a besoin de nouveaux emprunts pour la relancer. Les emprunts sont de plus en plus importants, de plus en plus coûteux et ont de moins en moins d'effet. La croissance est en même temps de plus en plus faible et à besoin de davantage de plans de relance pour ne pas devenir négative.

Dans ce diagnostic, au fond, le problème paraît insoluble. Or, le diagnostic du « manque de croissance » est-il juste ? Il y a des raisons d'en douter.

La première d'entre elles est que la croissance forte dont on parle, une croissance supérieure à 2,5 % ne s'est plus produite en France depuis 30 ans (voir tableau 3). Si on prend les moyennes de croissance de chacune des dernières décennies, la croissance des trois dernières n'a pas dépassé le 2,2 % et la tendance dans les 50 dernières années est continue et à la baisse. Bien sûr, une tendance n'est qu'un reflet de la réalité, mais dans ce cas, la tendance semble très profonde et loin d'être un accident.

2 LARROUTURROU, Pierre, « Pour éviter le krach ultime », Nova éditions, 2011, p. 19.

3 Bien entendu, le poids politique, économique et militaire des États-Unis permet ceci, simplement il est clair que ce fonctionnement ne peut perdurer indéfiniment. Surtout si l'on tient en compte l'accroissement du rythme de l'émission monétaire.

4 LARROUTURROU, Pierre, *op cit*, p. 23.

5 LARROUTURROU, Pierre, *op cit*, p. 20.

Mais, selon Pierre Larrouturnou, même là où la croissance est importante, il n'est pas évident qu'elle produise un effet sur le principal « dérèglement » causé par la crise : le chômage. Il donne deux exemples de cela. Le premier relatif à la reprise ponctuelle dans les années 1997-2002 en France, lié selon lui à des questions conjoncturelles (baisse du prix du pétrole et de l'euro en même temps). Le deuxièmement est la croissance structurelle aux États-Unis et en Allemagne avant la crise. Dans les deux cas, cette croissance crée peu d'emplois, car depuis les années 60, la productivité provient de plus en plus des technologies utilisées (voir tableau 4).

Le dernier élément est que, quoi qu'on fasse, la terre a des limites, elle est finie donc les ressources sont finies. En conséquence, la croissance ne peut être infinie. Par ailleurs, la production telle qu'elle est aujourd'hui représente déjà un problème majeur. C'est un constat que l'on fait souvent, mais en général, sans trop s'y attarder. On le dit et puis on passe aux choses « sérieuses ». Le caractère fini de la terre est pourtant une donnée matérielle on ne peut plus solide.

Un autre diagnostic

Si le diagnostic n'est pas un manque de croissance, car cette croissance faible étant au contraire une donnée avec laquelle il faudra composer, voire un objectif à atteindre, quel est alors le diagnostic proposé ?

« C'est à partir de l'arrivée de Ronald Reagan que la dette augmente. Les libéraux baissent les impôts sur les plus riches, ce qui favorise la dette publique. Mais c'est surtout la dette privée qui s'accroît parce que la dérégulation et la précarité du marché du travail amènent progressivement à une baisse de la part des salaires dans le PIB et qu'un nombre croissant de ménages américains sont obligés de s'endetter pour maintenir leur pouvoir d'achat. On a dit plus haut que la part des salaires dans le PIB a baissé de 6 % à 10 % en France dans les trente dernières années (selon le point de comparaison). Mais la France n'est pas une exception : la baisse de la part des salaires a même été plus forte au Japon ou en Allemagne. Globalement, la part des salaires a baissé de 10 % du PIB sur l'ensemble des pays de l'OCDE entre le début des années 1980 et 2006 (voir tableau 5). Sur l'ensemble de ces quinze pays de l'OCDE, en trente ans, ce sont quelque 35000 milliards de dollars qui auraient dû aller aux salariés, si l'on avait gardé l'équilibre dès la fin des années 1970, et qui ne leur sont pas parvenus »⁶

Le diagnostic de Pierre Larrouturnou est celui-ci : la dette a pour origine une diminution de la répartition des richesses. La part de richesses produites qui va aux salaires ayant diminué, les salariés empruntent plus pour garder leur niveau de vie, mais aussi consomment moins.

D'où son analyse : « Voici le bon diagnostic : nous ne sommes pas seulement dans une crise financière. Si l'on s'en tient à ce discours, on pense forcément que la réponse est essentiellement financière (« il faut aider les banques » ou « faut-il réguler les banques ») et la crise ne peut qu'aggraver. Nous sommes d'abord et avant tout dans une crise sociale : les racines de la crise financière, ce sont trente ans de chômage et de précarité. C'est à cause du chômage de masse que la part des salaires a tant diminué, c'est à cause du chômage que nos économies ont tant besoin de dette. Le chômage n'est pas seulement l'une des conséquences de la crise. Il en est une des causes fondamentales. »⁷

Autres diagnostics, autres perspectives

À partir de son diagnostic, Pierre Larrouturnou propose trois axes de travail pour dégager

6 LARROUTURROU, Pierre, *op cit*, pp. 89-90.

7 LARROUTURROU, Pierre *op ci,t* pp. 97-98.

des solutions. Premièrement, une série de mesures pour stopper l'avance des profits de la finance ; deuxièmement une série de mesures pour stabiliser le chômage et troisièmement, combattre les délocalisations.

La finance

Trois mesures sont proposées pour affaiblir un peu la mainmise de la finance sur l'économie.

La première est de séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires. Actuellement, les banques sont en général sur les deux créneaux à la fois. Ceci leur permet de se lancer dans des affaires très rentables, mais aussi aventureuses, car en cas de problème, les États sont obligés de les sauver pour protéger l'épargne des clients particuliers. Séparer ces deux activités produirait un certain nombre d'effets positifs. L'État ne devrait plus rien déboursier en cas de faillite. L'argent des particuliers serait en dehors du circuit de la finance, ce serait donc autant d'argent en moins pour la spéculation sur les marchés internationaux. Et, en prime, cela représenterait autant d'argent disponible pour financer l'économie réelle, notamment les PME.

La deuxième mesure proposée est une taxation très forte des très hauts revenus, accompagnée d'une taxation tout aussi élevée des gros profits des entreprises. Cela paraît inenvisageable et suicidaire dans les autres diagnostics, mais si le problème vient d'un trop grand déséquilibre dans la part des salaires dans la richesse, c'est une solution tout à fait logique. Il faut par ailleurs souligner que le capitalisme a pu très bien se développer avec des fiscalités de 70 ou 80 % sur les très hauts revenus. « Pendant près de cinquante ans, jusqu'à l'arrivée de Ronald Reagan, jamais le taux supérieur ne descendit au-dessous de 70% et il fut en moyenne de plus e 80% »⁸.

Il reste également la possibilité d'appliquer une taxe sur les revenus financiers. Depuis quelques années, elle semble faire l'unanimité sans que cela donne lieu à la moindre action concrète dans le sens de son implémentation.

La dernière piste de travail analysée est le boycott, notamment de la part des institutions, des banques et des entreprises travaillant avec des paradis fiscaux.

Protection des travailleurs

La protection des travailleurs, essentiellement la protection contre le chômage, est le deuxième axe de travail proposé par Larrouturrou. D'après son analyse, le système de chômage partiel négocié par les syndicats et le patronat allemands aurait permis d'éviter un grand nombre de licenciements ainsi, la récession de 5 % que l'Allemagne a subie en 2009 n'a provoqué que 220000 chômeurs supplémentaires. Alors qu'une récession de 2,3 % en France dans la même année a causé 1200000 licenciements. L'accord allemand qui faisait du licenciement le dernier recours et privilégiait une diminution du temps de chômage partiel sur l'ensemble de l'entreprise aurait ainsi très fortement protégé les emplois.

Autre exemple proposé : celui de la flexisécurité au Danemark. Dans ce cas, l'assurance chômage jouant un rôle de protection très efficace : l'indemnisation étant d'environ 90% du montant du salaire pendant quatre ans. Ceci permettrait d'alléger la pression sur les travailleurs et éviterait la précarité.

8 LARROUTURROU, Pierre, *op cit*, p. 113.

Il faudrait néanmoins se demander si le recours au chômage partiel ne devient pas une simple manière d'accroître la productivité en demandant aux salariés d'effectuer leur travail plus rapidement pour les mettre partiellement au chômage et augmenter ainsi les marges de l'entreprise. En ce qui concerne la flexisécurité, le problème est qu'en échange de ce régime d'assurance, les chômeurs doivent accepter un suivi très présent, un peu sur le mode de l'Etat social actif. Du coup, c'est l'assurance chômage qui intègre la pression sociale contre les travailleurs. Quoi qu'il en soit, il paraît évident que la protection des chômeurs est un des enjeux centraux aujourd'hui, et beaucoup de syndicats sont loin d'avoir compris l'importance de cette question.

Combattre les délocalisations

Le dernier axe de travail proposé est celui du combat contre les délocalisations. D'après les analyses de Pierre Larrouturrou, les délocalisations ne représentent un problème que depuis peu de temps mais sont devenues un gros problème. Or, la manière d'avoir pris pour s'attaquer à la mondialisation serait d'arrêter le dumping salarial. En commençant par l'imposition d'un droit du travail européen qui empêcherait la concurrence entre les différents pays de l'UE. Avec un accord au niveau européen, il deviendrait possible, selon Larrouturrou, de faire pression sur la Chine. D'après son analyse, la capacité de l'Europe à négocier serait forte en tant que premier client de la Chine. Cela permettrait d'imposer un plan progressif d'installation de droits sociaux en Chine qui agirait comme un frein aux délocalisations.

Ce point paraît fort hasardeux. Il y a énormément d'intérêts contradictoires en jeu. L'argument de Larrouturrou étant que la crise facilitera l'adoption de positions moins conformes au dogme néolibéral est certes pertinent. Probablement que cela obligera les responsables politiques à sortir d'un certain type de gestion bien implanté depuis trente ou quarante années. Faute d'un chemin clair, ils pourront plus facilement prendre d'autres voies. Mais il reste néanmoins qu'il est difficile de dire que cette crise crée une telle confluence de tous les intérêts en jeu. D'autant plus lorsqu'il s'agit de sortir d'un certain nombre de consensus très profonds. Difficile aussi de changer de paradigme alors que celui dans lequel on se trouve date des années 1970. L'ensemble des hommes politiques, mais aussi des hauts fonctionnaires, y ont fait l'entièreté de leur carrière.

Conclusion : la clé est dans la manière dont on diminue le temps de travail

Toujours suivant le mauvais et omniprésent diagnostic qui veut que le problème se situe au niveau de la croissance, on a pointé un manque de productivité dans les pays touchés par le chômage. Là encore, on se trompe, car les dernières décennies présentent, au contraire, une augmentation inouïe de la productivité. « Plutôt que la mondialisation, voici la principale explication du chômage et de la précarité qui rongent nos sociétés depuis trente ans. Voici donc la cause fondamentale de la crise qui a éclaté depuis trois ans : notre incapacité collective à gérer des gains de productivité colossaux. Car ces gains sont vraiment considérables : en trente ans, l'économie française a produit 76 % de plus avec 10 % de travail en moins. Depuis 1974, le volume total de la production a presque doublé, mais le total d'heures travaillées (tous secteurs confondus) est passé de 41 milliards d'heures à 36,9 milliards (Insee). Or, dans le même temps, grâce au baby-boom et grâce au travail des femmes, la population active disponible augmentait de 22,3 à 27,2 millions de personnes.

Du fait des gains de productivité, l'économie a besoin de 10 % de travail en moins, mais, dans le même temps, le nombre de personnes disponibles s'est accru de 23 % ! Un écart de 33 % s'est creusé entre l'offre et la demande de travail. »⁹

9 LARROUTURROU, Pierre, *op cit*, pp. 190-191.

La réduction du temps de travail n'est donc pas un objectif à atteindre, elle est une réalité. Une réalité d'autant plus solide si on sort de la chimère d'une hypothétique croissance vertigineuse. Simplement, cette réduction du temps de travail s'est faite de manière parfaitement inégalitaire : « (En France) :3 millions de personnes font 0 heure par semaine (les chômeurs).19 millions travaillent plein pot (parfois trop) ; 4 millions sont à temps partiel, en CDD ou en Intérim (à mi-temps sur l'année)...Sans compter les chômeurs, la durée moyenne du travail aux États-Unis était en 2007 de 33,7 heures. »¹⁰

Très concrètement, si une caissière de supermarché arrive à encaisser plus de produits à l'heure, on pourra supprimer un poste de caissière sur tous ceux que compte le supermarché. Ou alors demander à la caissière de venir moins d'heures par semaine, selon les besoins du supermarché. Il n'y a pas moins de clients, le chiffre d'affaires n'a pas diminué, le travail réalisé par la caissière a augmenté, aucune délocalisation possible, mais le salaire de la caissière va diminuer. Elle « produit » autant de chiffres d'affaires, sinon plus, simplement une partie plus grande de ce chiffre d'affaires va dans la poche des actionnaires. Certes, elle travaillera quelques heures en moins, mais il lui sera fort difficile de pouvoir trouver un travail pendant ces heures. D'autant plus que ces heures seront souvent « flexibles » c'est-à-dire qu'elles vont changer selon les besoins de l'employeur, de manière complètement arbitraire. Pierre Larrouturrou donne de son côté un certain nombre d'exemples d'entreprises qui sont allés dans le sens opposé, réduisant le temps de travail, mais sans réduire le salaire. Il recense ainsi 400 entreprises françaises qui sont passées à la semaine de quatre jours.

En un siècle, entre 1870 et 1970, on a divisé par deux le temps de travail. On est passé de sept jours de travail à six, puis de six jours de travail à cinq. Quant à la journée de travail, elle est passée de 12 à 8 heures. Et les salariés gagnaient progressivement cinq semaines de vacances. En un siècle, alors que la productivité augmentait assez peu, on a divisé par deux le temps de travail. Mais depuis les années 1970, alors que la productivité a fait des bonds de géant, nous ne sommes plus capables de faire évoluer notre contrat social : à peu de choses près, à 39,4 heures de moyenne, la durée réelle d'un emploi à temps plein est la même qu'il y a trente ans ! Jamais on n'a fait autant de gains de productivité, mais jamais nos dirigeants n'ont été aussi peu capables d'en tenir compte. L'Histoire sera sans doute sévère avec les politiques qui refusent aujourd'hui de débattre sérieusement de ces gains de productivité et du temps de travail. »¹¹

10 LARROUTURROU, Pierre, *op cit*, p. 192.

11 LARROUTURROU, Pierre, *op cit*, p. 192.

Tableaux

Tableau 1. Pourcentage de dette par rapport au PIB aux États-Unis.

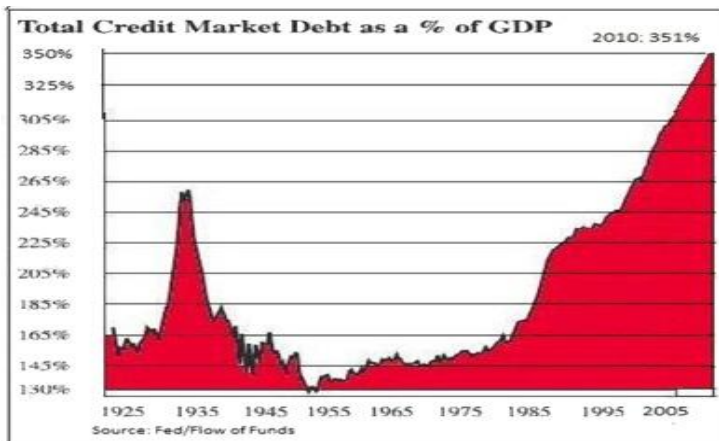


Tableau 2

Chine : volume de crédit distribué par les banques

(1999 - 2009)

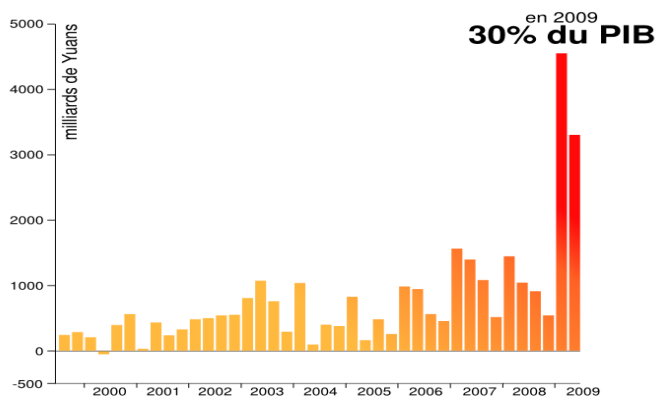


Tableau 3

La croissance en France depuis 1960

Source : Insee.

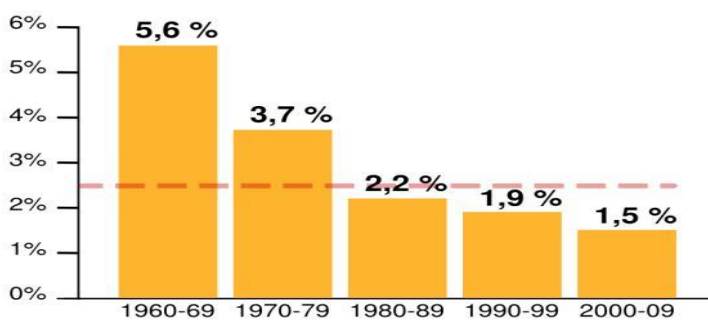


Tableau 4

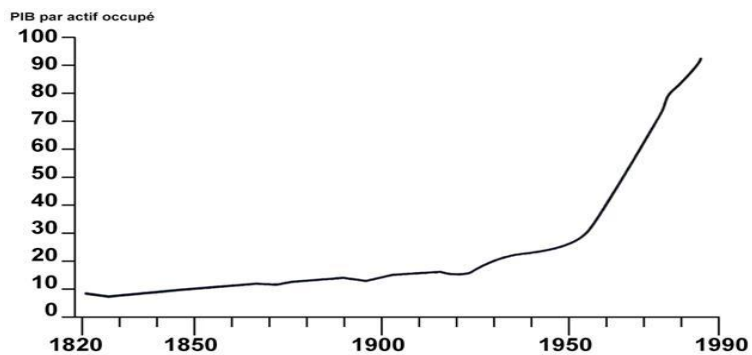


Tableau 5

